



Union sacrée pour défendre les langues nationales

ALEXANDRE STEINER, BERNE

COHÉSION NATIONALE Quelque 150 personnes se sont réunies hier à Berne lors du premier Symposium pour une Suisse vraiment plurilingue. Les réflexions menées serviront à l'élaboration d'un manifeste qui devrait être publié l'an prochain. Plusieurs ténors de la politique étaient présents

Romanche, italien, français, allemand: toutes les langues nationales se répondaient hier à la Haute Ecole spécialisée bernoise (BFH), à quelques minutes à pied du Palais fédéral. Il accueillait le premier Symposium national pour une Suisse vraiment plurilingue auquel environ 150 participants venus de tout le pays étaient invités. Objectif de l'événement organisé par l'association biennoise Forum du bilinguisme pour son 30e anniversaire? Débattre et réfléchir aux défis et enjeux liés aux langues nationales afin de dégager des recommandations pour la rédaction d'un manifeste, dont la publication est prévue l'an prochain.

Le thème est particulièrement présent dans l'actualité depuis l'an dernier, en lien avec la décision de plusieurs cantons alémaniques (ZH, SG, AR, SH, SZ) de supprimer l'enseignement du français à l'école primaire. Mais ce débat ne constitue que la part la plus visible d'une thématique beaucoup plus large. De nombreux orateurs l'ont soutenu durant la journée, à l'instar du président du gouvernement bernois Pierre Alain Schnegg: «Nous n'apprenons pas une langue pour maîtriser la grammaire mais pour la parler. Elle nous permet de porter un autre regard sur nos voisins, de découvrir leur culture, de faciliter les rencontres ou

d'encourager la mobilité professionnelle. Défendre ce plurilinguisme est une responsabilité collective.»

Les opportunités et les risques liés à l'intelligence artificielle

Les interventions de la matinée se sont concentrées sur les opportunités et les risques posés par l'intelligence artificielle dans l'apprentissage des langues, le rôle de la SSR dans la Suisse plurilingue et une table ronde consacrée à l'apprentissage du français dans les classes du degré primaire alémaniques.

Après un bol de macaronis, sauce bolognaise et purée de pomme, les travaux ont repris avec huit ateliers participatifs autour de divers thèmes: langues et formation, les jeunes et le plurilinguisme, ou encore Suisse et dialectes. A la suite de quoi les invités ont pu sélectionner les propositions qui leur semblaient les plus importantes à retenir lors de l'élaboration du manifeste.

Une sensibilité en recul

La fin de journée a pris une autre dimension avec l'arrivée de grands défenseurs du plurilinguisme. Christian Levrat, président de Forum Helveticum et du conseil d'administration de La Poste, a tout d'abord relevé que dans l'administration, les fédérations sportives et certaines grandes entreprises, le respect des langues nationales fonctionne. «Par rapport à d'autres pays, comme la Belgique, notre sensibilité est encore marquée. Mais elle diminue, devient de moins en moins solide, et fait peser une menace sur les langues nationales.»

Carine Bachmann, directrice de l'Office fédéral de la culture, ne s'alarme pas encore. «Notre pays veut rester plu-

rilingue. Sinon, nous n'aurions pas vécu une telle journée, chargée en débats approfondis et en émotions.» Le conseiller national Martin Candinas (GR/Le Centre) s'est montré plus critique. «Ce qui me gêne le plus, c'est que le romanche est tout le temps oublié. Je suis content de voir qu'il apparaît sur l'affiche de cette journée, et nous devons continuer de nous révolter tant que ce ne sera pas le cas partout!»

Au-delà de ce cri du cœur pour sa langue, le Grison s'est inquiété de la baisse de compréhension des langues nationales au sein de la population et des parlementaires fédéraux: «Il n'y a pas forcément besoin de toutes les parler, mais au moins d'en comprendre une autre que la sienne.» Angela Ferrari, du Forum per l'italiano in Svizzera, a quant à elle souligné que pour les italophones la maîtrise d'une seconde langue nationale ne se posait souvent même pas tant elle est indispensable.

Un «Frühfranzösisch» qui agace

Avant que la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider ne vienne clore la journée en rappelant elle aussi l'importance du plurilinguisme, le conseiller d'Etat valaisan Christophe Darbellay a pris position en tant que président de la Conférence des directeurs de l'instruction publique: «L'apprentissage d'une deuxième langue fait partie de la scolarité obligatoire, et il faut le développer. Personne ne le remet en question en Suisse romande et le combat doit se poursuivre au niveau politique.»

Comme de nombreux autres interlocuteurs avant lui, il s'est agacé de l'usage régulier du terme *Frühfranzösisch* pour désigner l'enseignement du français à l'école primaire dans de nombreux cantons alémaniques. «Cela me rend dingue. Ils apprennent le français,



un point c'est tout.» Il a également appelé à ce que les différentes écoles pédagogiques accordent leurs exigences pour les connaissances mini-

males à avoir avant d'enseigner une langue. Et de conclure en saluant l'engagement des personnes présentes. «Je ne pensais pas que je me retrouverais

devant autant de hooligans du plurilinguisme, et je vous remercie de prendre ce rôle à cœur.» ■



MARTIN CANDINAS, CONSEILLER NATIONAL (LE CENTRE/GR)

«Il n'y a pas besoin de toutes les parler, mais au moins d'en comprendre une autre que la sienne»